



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique industrielle en Moselle

Question au Gouvernement n° 1399

Texte de la question

POLITIQUE INDUSTRIELLE EN MOSELLE

M. le président. La parole est à Mme Hélène Zannier, pour le groupe La République en marche.

Mme Hélène Zannier. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, lors de vos visites à Metz, nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer les difficultés économiques que connaît une partie de ma circonscription du bassin houiller de Lorraine. Ce territoire de l'est de la Moselle a été qualifié, du temps de son âge d'or, de « Texas français ». Plus de 50 000 mineurs venus de tous les horizons ont contribué au développement de la nation en lui fournissant l'énergie charbon.

La fermeture des dernières mines, en 2004, a nécessité de repenser intégralement le développement économique jusque-là basé sur la mono-industrie du charbon. Malgré les efforts des collectivités territoriales, que je salue ici, la réindustrialisation reste difficile, d'autant que nous souffrons de distorsions de concurrence avec nos voisins allemands.

Le taux de chômage reste important. Pourtant, les Mosellans sont unanimement reconnus comme étant travailleurs et faisant preuve d'esprit d'innovation et d'adaptation.

Notre position géographique est idéale mais les nouvelles douloureuses s'enchaînent. Après l'annonce des fermetures de la centrale thermique Émile-Huchet de Carling et du centre de formation pour adultes de Faulquemont, voilà que la direction de la boulangerie industrielle Neuhauser a annoncé lundi la suppression de 185 emplois sur son site de production de Folschviller.

M. Fabien Di Filippo. Merci, Macron !

Mme Hélène Zannier. Lors de sa venue à Pont-à-Mousson le 5 novembre, M. le Président de la République a dit fort justement que les gens de l'Est n'ont peur de rien et savent avoir toutes les audaces.

M. Fabien Di Filippo. Pour une fois, il a raison !

Mme Hélène Zannier. Il a ajouté : « Ces territoires ont souffert, ils ont payé un lourd tribut [...]. Mais à chaque fois, ces territoires ont su se relever. »

Monsieur le ministre, nous avons besoin d'aide pour relever ce territoire qui a tant donné. Pourriez-vous nous présenter les mesures envisagées pour accompagner les salariés touchés par cette nouvelle restructuration et, plus généralement, pour accompagner le développement économique de ce territoire frontalier du cœur de l'Europe ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances. Madame la députée, j'étais en Moselle hier. Vous auriez également pu citer tous les investissements industriels en cours : PSA, Smart, Knopf... Plusieurs milliards d'euros sont investis dans le secteur industriel sur cette terre de Moselle.

M. Thibault Bazin. Knopf n'investit pas en Moselle !

M. Bruno Le Maire, ministre . Effectivement, les Mosellans attendent aujourd'hui de vraies perspectives industrielles.

S'agissant de la boulangerie industrielle dont vous avez parlé, nous veillons de près à ce que chacun des salariés concernés puisse bénéficier d'une offre pour une qualification, une formation et ensuite un nouvel emploi, notamment dans le cadre du groupe Soufflet, l'actionnaire principal de Neuhauser. Nous veillerons aussi à ce que le plan social d'accompagnement soit de qualité pour chaque salarié.

Au-delà de la Moselle, la France subit depuis dix ans une saignée industrielle absolument inacceptable.

M. Thibault Bazin. Et cela continue !

M. Bruno Le Maire, ministre . Un million d'emplois industriels ont disparu, 400 entreprises industrielles ont fermé et la part de l'industrie dans notre richesse nationale est passée de 18 % à 12 %.

M. Thibault Bazin. Et vous ne faites rien ?

M. Bruno Le Maire, ministre . Au cours de l'année écoulée, pour la première fois depuis dix ans, nous avons recréé 7 000 emplois industriels en France. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

M. Pierre Cordier. On se demande bien où !

M. Bruno Le Maire, ministre . Notre stratégie est claire. Elle consiste, en premier pilier, à baisser les coûts de production, aussi bien sur l'emploi que sur les impôts. Il faut parvenir à une baisse des impôts de production, qui pénalisent aujourd'hui notre industrie.

Deuxième pilier, nous encourageons l'innovation avec le maintien du crédit d'impôt recherche, la création du fonds pour l'innovation de rupture et la mesure de suramortissement sur deux ans annoncée par le Premier ministre afin de digitaliser et robotiser nos entreprises.

Le troisième pilier est fondé sur la formation et la qualification, dont est chargée Muriel Pénicaud. Notre premier défi est d'offrir aux nouvelles générations qui veulent travailler dans l'industrie les formations et qualifications que nos entreprises industrielles n'arrivent pas à trouver aujourd'hui.

En quatrième pilier, nous voulons favoriser l'émergence de champions industriels européens.

Nous réussirons la reconquête industrielle française ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

M. Fabien Di Filippo. C'est mal parti !

Données clés

Auteur : [Mme Hélène Zannier](#)

Circonscription : Moselle (7^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1399

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée au JO le : [15 novembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 novembre 2018](#)